

*Date de dépôt : 9 avril 2021*

## **Rapport**

**de la commission des travaux chargée d'étudier le projet de loi du Conseil d'Etat de boucllement de la loi 10514 ouvrant un crédit d'investissement de 3 517 100 francs pour la refonte du répertoire des entreprises et le développement d'un référentiel adapté à l'administration en ligne**

### **Rapport de M. Christian Flury**

Mesdames et  
Messieurs les députés,

La commission des travaux, sous la présidence de M. Rémy Pagani a examiné ce projet de loi de boucllement de crédit d'investissement lors de sa séance du 23 mars 2021.

M. Matthias Bapst, Responsable du budget des investissements du Département des Finances et M. Stefano Gorgone, Secrétaire scientifique près le Secrétariat Général du Grand Conseil, ont assisté aux travaux de la commission qui les remercie de leur précieuse contribution.

La commission remercie M<sup>me</sup> Garance Sallin pour son méticuleux et précis de procès-verbaliste.

### **En préambule :**

La loi 10514 du 2 septembre 2010 ouvrait un crédit d'investissement de 3 157 100 francs pour la refonte du répertoire des entreprises et le développement d'un référentiel adapté à l'administration en ligne.

Le projet de bouclage de cette loi se décompose de la manière suivante :

– Montant brut voté	3 517 100 francs
– Dépenses brutes réelles	<u>3 034 928 francs</u>
<b>Non dépensé</b>	<b>482 172 francs</b>

### Présentation du projet de loi :

*La commission reçoit : M<sup>me</sup> Carol Daverio, directrice, direction des services transversaux de l'OCIRT, MM. Alwin Arnold, chef de service, notamment responsable du portefeuille de l'OCIRT à l'OCSIN, Jean-Pierre Belgeri, directeur des services aux clients à l'OCSIN et Eric Favre, directeur général, DI.*

M<sup>me</sup> Daverio explique que l'objectif de la loi 10514 était de garantir la fiabilité des informations sur 50 000 entreprises (aujourd'hui 55 000) actives recensées sur le canton. L'application était un peu dépassée et l'idée était de refondre ce système pour qu'il soit plus dans l'air du temps et compatible aux e-démarches. C'était aussi l'occasion de mettre un référentiel des entreprises et des établissements.

Le RC ne décrit que les aspects légaux d'une entreprise, alors que le REG inclut les établissements, à savoir les lieux où l'entreprise exerce son activité. Ils ont intégré des règles de cohérence pour s'assurer que les informations saisies étaient de bonne qualité. Ils avaient aussi besoin d'un outil de reporting, étant donné qu'ils fournissent beaucoup de listes, en particulier durant la crise sanitaire.

La loi leur impose d'exposer les résultats du REG via un site web ; cela est consultable gratuitement par tous. La loi permet aussi de partager des données avec les différentes administrations cantonales, communales et fédérales. Les partenaires peuvent aussi leur faire part de modifications qu'ils peuvent ensuite intégrer dans le REG, après contrôle.

L'idée était aussi d'obtenir un gain d'efficacité : si une information est partagée dans le REG, elle est partagée dans tous les services de l'administration. Ils fournissent aussi toutes les nouvelles entreprises créées au système de sécurité de l'OCSIN.

Ils ont pu faire une économie de 80% au sein de l'équipe REG, et ont fait un site internet plus convivial et consultable sur tous les supports. L'information arrive directement dans l'application et le gestionnaire peut juger s'il intègre les données sans devoir les saisir à nouveau. Une partie concerne les enquêtes : ils peuvent suivre qui a répondu aux enquêtes, faire

des listes à la demande. N'importe quelle entreprise ou n'importe quel service de l'Etat peut faire les listes à la demande d'entreprise ou d'établissement. La loi a été adoptée en 2010, le projet a démarré en 2011, mais a été gelé en 2013 pour cause de risque de dépassement budgétaire.

Une nouvelle étude a eu lieu en 2015, ce qui a permis la reprise du projet. Les travaux ont démarré en 2016, pour une mise en production en avril 2018.

Le REG contient 55 041 entreprises et 39 693 établissements. En 2020, plus de 76 000 mutations sont entrées dans le système, et ils en ont généré 47 000. Beaucoup sont envoyées à l'AFC. Il y a eu seulement un peu plus de 7000 questionnaires en 2020, en raison de la crise sanitaire. D'ordinaire, c'est plutôt de l'ordre de 10 000 à 13 000 par année.

Le montant voté était de 3 517 000 F ; ils ont dépensé 3 034 928 F. Le projet est totalement réussi. C'est une solution simple, les gestionnaires ont pris facilement en main ce nouvel outil et les informations sont échangées facilement.

Le président demande combien de personnes ont consulté le site du REG et quel est le retour des entreprises.

M<sup>me</sup> Daverio répond qu'il y a 100 à 150 consultations quotidiennes. Les entreprises sont contentes. Ils travaillent beaucoup avec des commissions tripartites, la FER, des établissements publics. Les gens semblent contents de pouvoir disposer d'un socle de données comme celui-ci.

Le président comprend que cela permet d'avoir une base de données pour répertorier les entreprises par rapport à leur fiscalité.

M<sup>me</sup> Daverio le confirme. Il y a aussi la taxe du tourisme. Cela permet aussi de savoir quel établissement est géré par quelle entreprise, s'il y a des changements de gestion et, le cas échéant, de taxer à juste titre.

En l'absence de questions ou de demandes d'intervention de la part des commissaires, le président passe à la procédure de vote.

## **Procédure de vote :**

### ***1<sup>er</sup> débat***

Le président met aux voix l'entrée en matière du PL 12815 :

**Oui :** 14 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 3 PLR, 1 UDC, 2 MCG)

**Non :** -

**Abstentions :** -

*L'entrée en matière est acceptée.*

### *2<sup>e</sup> débat*

Le président procède au vote du 2<sup>e</sup> débat :

Titre et préambule	pas d'opposition, adopté
Art. 1	pas d'opposition, adopté
Art. 2	pas d'opposition, adopté

### *3<sup>e</sup> débat*

Le président met aux voix l'ensemble du PL 12815 :

<b>Oui :</b>	<b>14</b> (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 3 PLR, 1 UDC, 2 MCG)
Non :	-
Abstentions :	-

Le PL 12815 est **accepté**.

La commission préavise un traitement aux extraits (cat. III).

### **En conclusion :**

Au bénéfice de ces explications, Mesdames et Messieurs les députés, la commission des travaux vous encourage à voter ce projet loi de bouclage de la loi 10514 qui ouvrirait un crédit d'investissement de 3 517 100 francs pour la refonte du répertoire des entreprises et le développement d'un référentiel adapté à l'administration en ligne qui se solde avec un non dépensé de 482 172 F.

## **Projet de loi (12815-A)**

**de boucllement de la loi 10514 ouvrant un crédit d'investissement de 3 517 100 francs pour la refonte du répertoire des entreprises et le développement d'un référentiel adapté à l'administration en ligne**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève  
décrète ce qui suit :

### **Art. 1      Boucllement**

Le boucllement de la loi 10514 du 2 septembre 2010 ouvrant un crédit d'investissement de 3 517 100 francs pour la refonte du répertoire des entreprises et le développement d'un référentiel adapté à l'administration en ligne se décompose de la manière suivante :

– Montant brut voté	3 517 100 francs
– Dépenses brutes réelles	<u>3 034 928 francs</u>
<b>Non dépensé</b>	<b>482 172 francs</b>

### **Art. 2      Loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat**

La présente loi est soumise aux dispositions de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013.

# PL 12815

## Bouclément de la loi 10514 (Projet REG@)

Commission des travaux  
23 mars 2021



Département des infrastructures  
Direction générale des systèmes d'information et du numérique

24/03/2021 - Page 1

## Agenda

- Objectifs de la loi 10514
- Les étapes de réalisation du projet
- Chiffres clefs
- Principales fonctionnalités
- Finances
- Conclusion

## Objectifs de la loi 10514

- **Garantir la fiabilité des informations relatives aux quelques 50'000 entreprises actives recensées dans notre canton**

- en remplaçant le système obsolète par un progiciel du marché, reposant sur une technologie récente, permettant dans sa configuration standard de gérer un référentiel des entreprises,
- en mettant en place un référentiel des entreprises et des établissements intégrant des règles de saisie et de cohérence,
- en utilisant un outil de reporting permettant de contrôler la qualité des données,
- en proposant un site web, permettant aux entreprises et aux différents services de l'Etat de demander au REG d'intégrer des modifications de données. Ces données sont vérifiées par le REG en temps réel et intégrées sans double saisie

## Objectifs de la loi 10514

- **Permettre le partage des données entre pas moins de 25 services**

- en mettant en place le site Reg@web, permettant aux services de l'Etat, aux usagers, aux entreprises de consulter les informations du REG et d'envoyer des modifications,
- en permettant à tous les partenaires de disposer d'un compte pour consulter des données,
- en diffusant, via des outils sécurisés, les données du REG aux services de l'Etat et de la Confédération.

## Objectifs de la loi 10514

- **Obtenir des gains d'efficience importants au sein de l'administration (1/2)**

- en réduisant un poste équivalent à un 80% au sein de l'équipe REG de l'OCIRT,
- en diffusant toutes les nouvelles entreprises au service de gestion des accès et des identités; les entreprises sont ainsi plus nombreuses à disposer d'un compte e-démarches,
- en améliorant la convivialité du site web et en permettant de se connecter via tous les moyens de communication (smartphone, portable, PC). Les données ne sont plus ressaisies par les gestionnaires du REG mais sont intégrées en temps réel pour vérification et validation,

## Objectifs de la loi 10514

- **Obtenir des gains d'efficience importants au sein de l'administration (2/2)**

- en optimisant les enquêtes auprès des entreprises, via des outils intégrés dans la solution,
- en mettant à disposition certaines listes sur le site web, après authentification, sans intervention d'un gestionnaire; autrefois, le gestionnaire devait systématiquement les créer à la demande,
- améliorant l'intégration des modifications des entreprises et des établissements afin que ceux-ci ne soient plus automatiquement « recréés », ce qui permet un gain de temps pour les gestionnaires du REG mais également une simplification pour les partenaires.

## Les étapes de réalisation du projet

- 09.2010 Adoption de la loi 10514
- 10.2011 Démarrage du projet
- 11.2013 Gel du projet - risque de dépassement budgétaire
- 11.2015 Nouvelle étude
- 11.2015 Reprise du projet
- 02.2016 Démarrage du nouveau projet
- 04.2016 Initialisation
- 11.2016 Conception et développement de la solution
- 04.2018 Mise en production

## Chiffres clefs

- **Nombre d'entités actives**
  - 55'041 Entreprises
  - 39'693 Etablissements
- **Nombre de mutations**
  - Entrantes traitées en 2020 : 76'552
  - Sortantes en 2020 : 47'365
- **Enquêtes**
  - Nombre de questionnaires envoyés en 2020 : 7'234

## Finances

- Montant voté 3'517'100 F
- Montant dépensé 3'034'928 F
- Non dépensé 482'172 F

## Conclusion : un projet totalement réussi !

- Solution simple d'utilisation
- Prise en main facilitée pour les gestionnaires
- Echanges des données facilités avec les partenaires du REG
- Mise à disposition à l'interne, et bientôt à l'externe, de Web service pour une mise à jour facilitée des données du REG
- Visibilité des entreprises sur les données qui les concernent

..... et un projet exécuté en deux ans et qui a respecté le budget !



**Merci de votre attention !**



Carol Daverio



[carol.daverio@etat.ge.ch](mailto:carol.daverio@etat.ge.ch)



022 388 29 76

# Annexes

24/03/2021 - Page 13

## Principales fonctionnalités (1/6)

- Consultation des données

Fichier Edition Affichage Navigation Requête Outils Aide

Accueil Entrées Flux entrant Administration des enquêtes Enquêtes

Liste des entrées Explorer des entrées Administration des entrées REG Batch Mutations View

1-4XH-256

Valeur

Type	Entreprise	Statut REG	En activité	RC	<input checked="" type="checkbox"/>	Rue	Rue des Acacias
N° IDE	018118540364	Date d'immatriculation	21.11.1999	Exploitation autorisée	<input type="checkbox"/>	N° Rue	90
Raison sociale/forme	Picnet Asset Management SA	Statut type	ENT siège à Genève	Type de local		Commune	Caréage
Complément de localisation		Nature juridique	Société anonyme	Catégorie		ville	1227
Parent		Code NCSA	441900	Sous-secteur commercial		Localité	Caréage SE

Infos supplémentaires REG Adresses Relations Employés CCTs Usages Etablissements Documents Activités Traces Enquêtes Réponses

Informations sur l'entité

Date de radiation		Tel. principale	+41 58 23 8906	Origine modification	Emplye	Date emploi	<input type="checkbox"/>
Statut ICE	Défailli	Tel. secondaire		Action réalisée		Taille	250-400 travailleurs
N° IDE du siège hors canton		Fax	+41 58 23 3010			UNIM locale REG	95952942
Canton du siège hors canton	Genève	Email	picnetfund@picnet.com	Envoyé SHAS	<input type="checkbox"/>	Statut REG	Ficif
Pays du siège hors canton	Suisse	Site internet	https://www.am.picnet	Demande de compte SHAS	<input checked="" type="checkbox"/>	Entité REG	108048364
RG article 1	Picnet Asset Management SA	RG article 2		Compte SHAS	Ficif	Entité RC	

24/03/2021 - Page 14

# Principales fonctionnalités (2/6)

## • Consultation d'un établissement

Accueil Entités Flux entrant Administration des enquêtes Enquêtes

Liste des entités Explorateur des entités Administration des entités REG Batch Mutations View

1-4XH-257

Valkér

Type: Etablissement Statut REG: En activité RC:  Rue: Route des Acacias

N° IDE: Date d'immatriculation: 17.12.1996 Exploitation autorisée:  N° Rue: 66

Raison sociale/norm: Pictet Asset Management Sous-type: Type de local: Bureau/étude/cabinet Commune: Carriage

Complément de localisation: Nature juridique: Catégorie: NPA: 1327

Parent: Pictet Asset Management SA Code NOGA: 661900 Sous-secteur commerciale: Localité: Carriage SE

Infos supplémentaires REG Adresses Relations Emplois CCTs Usages Etablissements Documents Activités Traces Enquêtes Réponses

Informations sur l'entité

Date de radiation: Statut IDE: Origine modification: Enquête

N° IDE du siège hors canton: Tél. principal: +41582233000 Activité détaillée: Gestion de placements collectifs

Canton du siège hors canton: Tél. secondaire: Fax: +41582233010

Hors du siège hors canton: Email: paxenfun@pictet.com Envoyé GRNA:  Sans emploi:  Taille: 600-499 travailleurs

RS Adresse 1: Site Internet: https://www.am.pictet Demandes de compte GRNA: Demande de compte GRNA:  UNIV locale REG: 64558045

RS Adresse 2: Compte GRNA:  Statut REG: Actif

Entité REG: 108540364

Contact REG: [Contact](#)

24/03/2021 - Page 15

# Principales fonctionnalités (3/6)

## • Consultation des enquêtes

Entité: Pictet Asset Management | Entité

Accueil Entités Flux entrant Administration des enquêtes Enquêtes

Liste des entités Explorateur des entités Administration des entités REG Batch Mutations View

1-4XH-257

Valkér

Type: Etablissement Statut REG: En activité RC:  Rue: Bureau/étude/cabinet

N° IDE: Date d'immatriculation: 17.12.1996 Exploitation autorisée:  Catégorie:

Raison sociale/norm: Pictet Asset Management Sous-type: Type de local: Bureau/étude/cabinet

Complément de localisation: Nature juridique: Catégorie:

Parent: Pictet Asset Management SA Code NOGA: 661900 Sous-secteur commerciale:

Infos supplémentaires REG Adresses Relations Emplois CCTs Usages Etablissements Documents Activités Traces Enquêtes Réponses

Enquêtes

ID Enquête Norm de l'enquête Statut Type Catégorie Date de début Date de fin Equipe Organisation

ID Enquête	Norm de l'enquête	Statut	Type	Catégorie	Date de début	Date de fin	Equipe	Organisation
1-10958E	2020 ETA Banques et Assurances Lancement effectué	Relance 1	Multi-établissements	08.05.2020	31.03.2021	ANTENENJEA	Etat de Genève	

24/03/2021 - Page 16

# Principales fonctionnalités (4/6)

- Flux entrant - Mutations

Accueil Entités Flux entrant Administration des enquêtes Enquêtes

Liste des flux Administration des flux

### Liste des flux

Versions	Type de flux	Modif	Statut de l'ID Entité	N° DE	Unité locale	Code NOCA	Type de l'entité	Raison sociale/nom	Groupes	Source	modif	Origine	N° Pk	Rue	NPA	Local	Date création du flux	Commentaires
Création	A traiter			CHE1333812	98088801	931900	Entreprise	Infine Player Sàrl		FOSC	REE	94		Rue des Eau-Vives	1207	Gen	10.03.2021	
Création	A traiter			CHE2657168	98453965	702100	Entreprise	Caesma Sàrl		REE Interne	REE	30		Promenade des Artisans	1217	May	10.03.2021	
Création	A traiter			CHE1101692	98946498	620100	Entreprise	Foamim Sàrl		FOSC	REE	34		Chemin de Grand-Donzel	1234	Vesoy	10.03.2021	
Création	A traiter			CHE284962	98927182	741002	Entreprise	Falcon Group International Sàrl		FOSC	REE	39		Chemin des Grangettes	1224	Chê	10.03.2021	
Création	A traiter			CHE1969224	98902951	960402	Entreprise	Amanda Moreira Carabali Guarochico		AVS - CCA	REE	8		Place SIGISMOND	1227	Caro	10.03.2021	

Liste des correspondances avec les données du REG

ID Entité	N° DE	Unité locale	REE	Raison sociale/nom	Type	Statut REG	Parent	N° Flux	Rue	NPA	Localité
1404-72311	CHE133381212	98088801		Infine Player Sàrl	Entreprise	En activité		35	Rue des Bains	1209	Genève

# Principales fonctionnalités (5/6)

- Liste à la demande

ORACLE Business Intelligence

ENT ETA Garage

Colonne sélectionnées

Dans le panneau Données, cliquez deux fois sur des noms de colonne pour les ajouter à l'analyse. Ensuite, faites glisser les colonnes pour les ré-étaler. Pour modifier les propriétés, la formule et les filtres d'une colonne, appuyez cette dernière ou cliquez sur le bouton en regard de son nom.

Entité de base

Type  ETA  ETA No 1001 avant  ETA New Energie  ETA 1001 1001  ETA Date de construction  ETA Code Noga  ETA Type de local  ETA TA principal  ETA Local  ETA Adresse physique - EPADR  ETA ADP

Filtres

Ajouter des filtres aux critères de l'analyse en cliquant sur l'option Filtre pour la colonne concernée dans le panneau Colonne sélectionnées, ou en cliquant sur le bouton Filtre dans l'entête du panneau Filtre. Pour ajouter un filtre enregistré, sélectionnez son nom dans le panneau Catégorie, puis cliquez sur le bouton Ajouter.

Type est égal à/est inclus dans Establishment

Code In est null

Doublet Reg est égal à/est inclus dans H

Adresse physique - Coordonnée commence par Garage

Doublet Pk est égal à/est inclus dans H

# Principales fonctionnalités (6/6)

## • Reporting

**ORACLE Business Intelligence** Recherche [ ] Recherche avancée Administrateur Aide

Supports quotidiens Page factuel | Config | Fournir | Tableau de bord | Nouveaux | Quits | Connecte en tant que

Qualité des Données **Valeurs non conformes** Incorrections des STATUS RES Incorrections RES SI REE manquants Données à modifier Relations Drapeur ETA susceptibles d'être repris Données à vérifier

Les critères appliqués n'ont généré aucune donnée. Cela est souvent dû à l'application de filtres et/ou d'étapes de sélection trop restrictifs ou contenant des valeurs incorrectes. Vérifiez vos filtres d'analyse et vos étapes de sélection, puis réessayez. Les filtres ou les étapes de sélection appliqués sont affichés ci-dessous.

**Filtres**

```

Doubler flag est égal à 1 et inclus dans 0
and STATUS RES n'est pas égal à 1 et pas inclus dans 0
and
  CASE WHEN COT@niveau encadre - Item, 0 = " THEN 'OUI' ELSE 'NON' END est égal à 1 et inclus dans 0
or CASE WHEN TE_principal = % THEN 'OUI' ELSE 'NON' END est égal à 1 et inclus dans 0

```

Actualiser

---

**Valeur invalide**

**Aucun résultat**

Les critères appliqués n'ont généré aucune donnée. Cela est souvent dû à l'application de filtres et/ou d'étapes de sélection trop restrictifs ou contenant des valeurs incorrectes. Vérifiez vos filtres d'analyse et vos étapes de sélection, puis réessayez. Les filtres ou les étapes de sélection appliqués sont affichés ci-dessous.

**Filtres**

```

Doubler flag est égal à 1 et inclus dans 0
and STATUS RES n'est pas égal à 1 et pas inclus dans 0
and
  CASE WHEN COT@niveau encadre - Item, 0 = " THEN 'OUI' ELSE 'NON' END est égal à 1 et inclus dans 0
or CASE WHEN TE_principal USE % THEN 'OUI' ELSE 'NON' END est égal à 1 et inclus dans 0
or CASE WHEN %_secondaire USE % THEN 'OUI' ELSE 'NON' END est égal à 1 et inclus dans 0
or CASE WHEN Fax USE % THEN 'OUI' ELSE 'NON' END est égal à 1 et inclus dans 0
or CASE WHEN Site internet USE % THEN 'OUI' ELSE 'NON' END est égal à 1 et inclus dans 0

```

Actualiser